

# la lettre eau

Mars 2006 - n° 34

## Sommaire

### Actualité

Le rapport de l'INRA et du Cemagref :  
la réduction de l'utilisation des pesticides  
p.3

### Dossier

La Directive Cadre sur l'Eau :  
Premier bilan d'une politique de longue haleïne  
p.4

L'eau et l'air, témoins de la pesticide-mania française  
p.8

### Point de vue

Un projet impossible pour la Bassée  
p.12



FRANCE NATURE  
ENVIRONNEMENT

Revue de France Nature Environnement

Fédération française des associations de  
protection de la nature et de l'environnement

[www.fne.asso.fr](http://www.fne.asso.fr)

«France Nature Environnement rassemble plus de 3000 associations nationales, régionales et locales réparties sur l'ensemble du territoire. Présente dans de nombreuses institutions de concertation, la fédération nationale place la protection de la nature, de l'environnement et de notre santé au cœur des décisions publiques afin que les décideurs politiques n'ignorent plus les préoccupations des citoyens».

La politique de l'eau requiert une attention constante de la part des citoyens, afin de veiller à une eau de bonne qualité, respectueuse de la santé humaine, ainsi qu'à la biodiversité des milieux naturels aquatiques. Les pages du site de FNE dédiées à l'eau ont cette vocation de vous transmettre l'essentiel de l'information sur l'eau en France, tout comme une analyse des politiques dans ce domaine. Venez visiter les pages eau : <http://www.fne.asso.fr/PA/eau/eau.htm>

En raison d'un remaniement de gestion en interne, le mode de diffusion de la Lettre eau a changé depuis le numéro 33. Par conséquent, nous mettons fin aux abonnements payants.

Mais la Lettre eau a plus que jamais besoin de votre appui pour continuer à participer au débat sur les politiques de l'eau, dans une démarche de sensibilisation des citoyens.

Nous vous proposons désormais de soutenir cette publication par vos dons.

**Devenez un «don'acteur»  
Faites un don pour que «la Lettre  
et l'eau» restent vives !**

Les dons des particuliers sont déductibles du revenu imposable. Reçu fiscal adressé à tous les donateurs.

Vous pouvez faire parvenir vos dons (d'un montant minimum de 15€), ainsi que toutes vos questions ou remarques aux coordonnées suivantes :

**Pôle ressources en eau et milieux naturels  
aquatiques de France Nature Environnement**  
6 rue Dupanloup - 45000 Orléans  
☎ 02 38 62 55 90 - 📠 02 38 62 55 91  
e.mail : [eau@fne.asso.fr](mailto:eau@fne.asso.fr)  
site web : [www.fne.asso.fr](http://www.fne.asso.fr)

Directeur de la publication : Sébastien Genest  
Rédacteur en Chef : Bernard Rousseau, responsable des Politiques Eau de France Nature Environnement  
Comité de rédaction : Elise Delanssais et Romain Suaudeau  
Conception & réalisation : Olivier Gaudissard  
Impression : Imprimerie Nouvelle - Routage : Dautry  
Crédit photo couverture : Bernard Rousseau - Rivière du Loiret.



## édito



### *Pour une eau vivante : de nouvelles règles ... pour les 9<sup>èmes</sup> programmes des Agences de l'eau ?*

Avec un budget annuel d'environ 2 milliards d'euros, les six Agences de l'eau, avec la Corse et les DOM-TOM, conduisent une politique de l'eau influencée par les directives européennes. Les Agences sont des établissements publics de l'Etat, qui agissent indirectement sur le territoire national en apportant à ceux qui polluent, collectivités territoriales, industriels, et agriculteurs, des aides financières pour leur permettre de lutter contre la dégradation de l'eau.

La réalisation de stations d'épuration des eaux usées des villes, la construction d'unités de détoxification d'effluents industriels, ou encore la mise en œuvre de programmes de maîtrise des pollutions agricoles, sont des actions traditionnellement aidées par les Agences.

Toutefois les projets ne sont jamais financés en totalité, en plus les taux d'aide sont variables. En conséquence chaque opérateur devra apporter son propre financement, plus ou moins important selon la nature des projets. La modulation du taux d'aide permet aux Agences d'orienter l'effort collectif vers les grandes causes de la dégradation de l'eau, tout en inscrivant l'action dans le respect des directives européennes. Il reste à le croire !

Au final les aides aux projets seront apportées en fonction de règles définies par les Conseils d'Administration des Agences, constitués par les représentants des élus, des industriels, des agriculteurs, et des associations. La période d'élaboration des programmes d'intervention des Agences, dont la durée est fixée aujourd'hui à 6 ans, sera propice à la redéfinition de ces règles.

Précisément, cette année 2006 verra s'achever l'exécution des 8<sup>èmes</sup> programmes, et se construire les 9<sup>èmes</sup> programmes, qui porteront sur la période 2007 - 2012. Donc 2006 sera aussi consacrée à l'élaboration de nouvelles règles de financement, rendues d'autant plus nécessaires que la **Directive Cadre sur l'Eau**, la DCE, fixe aux Etats européens des objectifs de bon état des eaux pour 2015 qui ne sauraient être atteints en continuant les politiques actuelles.

C'est pour construire cette nouvelle politique qu'une invraisemblable réunionnité aiguë s'est emparée des Conseils d'administration des Agences. Des groupes de travail technique ont été installés pour aller revisiter les règles financières, dans le but d'apprécier leur efficacité environnementale. Le nombre de réunions de ces groupes techniques, auquel il faut ajouter les réunions habituelles des instances de bassin, est si élevé que c'est un véritable tour de force de les suivre toutes.

Dans ce contexte, les administrateurs membres des Ministères, donc en service commandé, ou encore ceux qui représentent le monde économique, très professionnels dans la défense de leurs intérêts, sont les mieux placés pour résister à cette déferlante de réunions.

A l'inverse, pour les élus qui assument une impressionnante palette de responsabilités, ainsi que pour les militants associatifs, administrateurs bénévoles, il est quasiment impossible de suivre avec efficacité le rythme de travail impulsé par l'administration.

Pourtant ce travail en amont des 9<sup>èmes</sup> programmes est indispensable. C'est bien en débattant des multiples facettes de la politique de l'eau que l'on pourra progresser !

En fait, ce qui est en cause c'est la possibilité pour les élus et les associatifs d'assumer correctement leur mandat, pour ne pas rester des amateurs à côté des professionnels de l'économie et de l'administration. Cette difficulté n'est pas nouvelle, que faut-il faire pour que tous les administrateurs puissent jouer pleinement leur rôle de régulation dans la politique de l'eau ?

Une telle question est du ressort de la loi sur l'eau, et déjà en 2002 la loi Voynet n'apportait pas de réponse. Aujourd'hui la loi sur l'eau qui vogue sur des eaux financièrement tourmentées, ne va guère plus loin, et comme la précédente, ... n'ira pas plus loin ! En 2007, sonnera l'heure du bilan.

Bernard Rousseau  
Ancien Président de France Nature Environnement  
Responsable des politiques eau

# Le rapport de l'INRA et du Cemagref

## La réduction de l'utilisation des pesticides

L'agriculture intensive est extrêmement dépendante de l'utilisation de quantités très importantes de produits phytosanitaires. Et cet usage excessif (environ 80 000 tonnes par an en France) laisse des traces, dans notre environnement, et particulièrement dans les eaux, dans notre alimentation et dans les organismes. Ainsi, la présence des pesticides vient progressivement interpeller les consommateurs et déranger les pouvoirs publics.



Pulvérisation sur champ  
Crédit photo : Phovoir - Elevage Agriculture

Une littérature maintenant très importante<sup>(1)</sup> nous montre aujourd'hui que de nombreux types de cancers, des problèmes d'infertilité, des malformations congénitales, des troubles neurologiques, (...) ont été observés plus fréquemment chez les populations exposées aux pesticides que chez celles qui ne le sont pas. La Commission européenne elle-même, dans son 6<sup>ème</sup> Programme d'action pour l'environnement, a reconnu qu'il y a «*des preuves suffisantes pour suggérer que les problèmes associés à la contamination de l'environnement et des aliments par les pesticides sont sérieux et s'aggravent*». Pourtant, en France, après avoir atteint des sommets de consommation il y a quelques années, les tonnages utilisés par l'agriculture intensive ont très légèrement diminués mais la fréquence des traitements sur grandes cultures continue d'augmenter<sup>(2)</sup>. Ce sont ainsi jusqu'à 9 traitements différents qui sont utilisés sur la culture du blé, alors que les pommes reçoivent, elles, en moyenne 27 traitements par an<sup>(3)</sup> !

C'est dans ce contexte que les Ministères de l'Agriculture et de l'Ecologie ont demandé à l'INRA<sup>(4)</sup> et au Cemagref<sup>(5)</sup> d'organiser une expertise collective pour établir un état des lieux des connaissances sur lesquelles pourraient se fonder des actions visant à réduire le niveau actuel d'utilisation des pesticides et leurs impacts environnementaux. Cette expertise vient d'être menée à bien. Elle a été réalisée par un collectif d'une trentaine d'experts de l'INRA, du Cemagref, de l'IRD<sup>(6)</sup> et du BRGM<sup>(7)</sup>. Elle a abouti à la production d'un rapport d'expertise et d'un document de synthèse<sup>(8)</sup>, et s'est achevée par l'organisation d'une journée de restitution, le 15 décembre 2005 à Paris. Le MDRGF était convié à participer à l'une des tables rondes de cette journée et a eu le plaisir de constater que nombre de ses arguments mis en avant depuis des années ont été repris dans ce rapport scientifique. Ainsi le rapport d'expertise de l'INRA/Cemagref reconnaît que «*les risques pour la santé humaine*

*(des pesticides) apparaissent suffisamment plausibles pour être mentionnés dans tous les rapports et le plan Santé-Environnement et pour justifier le lancement d'études épidémiologiques et la commande d'une expertise à l'INSERM<sup>(9)</sup>».*

Il met surtout en avant «*la nécessité de réduire les utilisations de pesticides pour en limiter les impacts*», allant en cela au-delà des simples limitations de la dispersion des pesticides dans l'environnement ou du raisonnement des traitements. Il propose des solutions réellement efficaces sous forme de «*stratégies alternatives*», aux premiers rangs desquelles la production intégrée, qu'il présente comme «*une démarche nécessaire*», et l'agriculture biologique, que nous préconisons depuis longtemps. Le rapport INRA/Cemagref conseille, pour appuyer une stratégie de réduction de l'utilisation des pesticides, le recours à une «*taxation suffisamment élevée pour être dissuasive*». Il montre en exemple les pays européens qui ont mené avec succès des politiques volontaristes de réduction de l'utilisation des pesticides agricoles. Le Danemark<sup>(10)</sup> s'est ainsi fixé un objectif de réduction de 50% entre 1987 et 1997 et a atteint l'objectif de 47% ! Entre 1997 et 2002, l'utilisation a encore été réduite de 20%, et le 3<sup>ème</sup> plan<sup>(11)</sup> prévoit encore une baisse de la fréquence des traitements d'ici 2009 ! De même, la Suède s'est fixée un objectif de 50% de réduction en volume de substances actives en 1990 et a atteint... 64% de réduction en 1996.

La réaction du représentant du Ministère de l'Agriculture le 15 décembre dernier a été très décevante : refus de la taxation des pesticides, refus d'objectif de réduction... Il faut maintenant que les associations écologistes se saisissent de ce rapport d'expert pour faire pression sur le gouvernement et exiger que cette réduction nécessaire de l'utilisation des pesticides soit mise en œuvre.

François Veillerette  
Président du MDRGF  
Membre du Conseil d'Administration de PAN Europe

Le MDRGF, Mouvement pour les Droits et le Respect des Générations Futures, est une association fondée par un ingénieur agronome de l'INRA, Georges Toutain, et un enseignant, François Veillerette, auteur de «*Pesticide, le piège se referme*» (Ed Terre Vivante, mai 2002). Cette association se bat pour soutenir une agriculture saine, respectueuse de l'environnement et donc de la vie, et dénoncer les conséquences négatives de l'agriculture chimique.

Le MDRGF a par ailleurs initié, en 2004, l'ACAP (Action Citoyenne pour les Alternatives aux Pesticides), collectif d'associations qui regroupe aujourd'hui près d'une centaine d'organisations.

Une semaine sans pesticides du 20 au 28 avril 2006, est en cours de préparation.

Pour plus d'information et pour soutenir le MDRGF :

MDRGF (c/o ACAP)

Nadine Lauverjat (Chargée de mission) - François Veillerette

Siège administratif - 92 rue de Richelieu, 75002 Paris

☎/📠 : 01 45 79 07 59 - Portable : 06 87 56 27 54 -

[mdrgf2@wanadoo.fr](mailto:mdrgf2@wanadoo.fr) - [www.mdrgf.org](http://www.mdrgf.org) - [www.acap.net](http://www.acap.net)

(1) Pour un aperçu plus complet de cette littérature, lire : «*Pesticides, le Piège se referme*», François VEILLERETTE, Ed Terre Vivante, mai 2002. (2) Voir : Agreste Primeur n° 137, Ministère de l'Agriculture, décembre 2003. (3) Source : Agreste - Enquête sur la structure des vergers, 1997. (4) INRA : Institut National de la Recherche Agronomique. (5) Cemagref : Institut de recherche pour l'ingénierie de l'agriculture et de l'environnement. (6) IRD : Institut de Recherche pour le Développement. (7) BRGM : Bureau de Recherches Géologiques et Minières. (8) <http://www.inra.fr> (9) Institut National de la Santé et de la Recherche Médicale (10) «*Pesticide Use Reduction is working. An assessment of national reduction strategies in Denmark, Sweden, the Netherlands and Norway*», PAN Europe, décembre 2003. (11) «*Danish farmers in plan to cut pesticide use*», Pesticides News n° 63, Mars 2004.

# La Directive Cadre sur l'Eau (DCE)

## Premier bilan d'une politique de longue haleine

*La Directive Cadre sur l'Eau (DCE) vient de vivre une étape majeure en France en cette année 2005. En effet, pour la première fois, le grand public vient d'être consulté sur une thématique - l'eau - pour laquelle il est à la fois très sensible et très peu informé. La consultation nationale du public, qui s'est déroulée du 2 mai au 2 novembre 2005 dans un silence médiatique national assourdissant, devrait donner très bientôt ses premiers résultats. C'est avant tout la mise en lumière des volontés des citoyens quant aux enjeux de la gestion de cette ressource qui sera importante.*

La DCE, adoptée en décembre 2000 par le parlement européen, a pour ambition d'harmoniser les politiques de l'eau, tant sur les plans nationaux qu'euro-péen. Transposée en droit français par la loi du 21 avril 2004, elle reprend et complète plus de 30 directives ou règlements successifs concernant l'eau douce ou l'eau de mer, qui ont vu le jour depuis 1975. Par ailleurs, elle établit un calendrier commun aux Etats membres pour sa mise en application, ce qui conduit ces Etats à financer et à lancer des actions pour que la qualité de l'eau s'améliore réellement dans l'ensemble des eaux de surface (rivières, lacs, estuaires, littoral) et souterraines.

Rappelons en effet que la DCE a introduit 4 innovations majeures :

- **une logique de résultats** : atteindre le bon état des eaux et des milieux aquatiques d'ici à 2015, et stopper la dégradation de la ressource
- **la qualité de l'écosystème** comme objectif de la bonne gestion de l'eau
- **la transparence des coûts** liés à l'utilisation de l'eau et à la réparation des désordres occasionnés à l'environnement
- **la participation de tous les acteurs** comme clé du succès avec, en parallèle, l'information et la consultation des publics.

### Une forte mobilisation des associations...

Les 7 Comités de bassin avaient la charge d'organiser la consultation sur leur district hydrographique, basée sur la diffusion d'un questionnaire qu'ils ont élaboré. Les Comités de bassin (organe politique) et leurs Agences de l'eau (organe administratif et financier), se sont appuyés sur des partenaires-relais pour toucher le grand public en plus de leurs actions propres. Il est tout à fait naturel que les Associations de Protection de la Nature et de l'Environnement (APNE), se soient donc fortement mobilisées pour cet événement.

En effet, les associations, véritables acteurs du débat public, dont le rôle et l'expérience en terme de sensibilisation n'est plus à démontrer, ont une réelle légitimité pour jouer le rôle de partenaires-relais, comme l'attestent les résultats du sondage Eurobaromètre<sup>(1)</sup> réalisé en 2004 : 42% des citoyens font davantage confiance aux associations comme source d'information relative à l'environnement.

C'est pourquoi, en dépit des difficultés financières rencontrées par le mouvement associatif et du scepticisme qu'elles ont affiché dans un premier temps pour cette

consultation, l'opportunité d'acquérir une réelle reconnaissance dans le domaine de l'eau a permis une très forte implication des associations dans cette démarche de sensibilisation et de participation du public.

### ...alors qu'elles sont au pain sec et à l'eau !

Certes, ces résultats sont satisfaisants et montrent le rôle primordial que jouent les APNE. Mais elles auraient pu encore mieux faire !

Au sein des Comités de bassin, leur légitimité dérange encore. Par conséquent, la bataille a été rude pour décrocher les aides financières des Agences de l'eau, nécessaires aux projets d'accompagnement de la consultation.

Dans un contexte très difficile pour le mouvement associatif (diminution des aides de l'Etat chaque année depuis 2002), alors que les préoccupations environnementales des citoyens sans cesse croissantes demandent des actions multiples et concrètes, les APNE ont tendance à s'essouffler. Comment demander toujours plus d'actions en donnant toujours moins d'argent ?

C'est pourquoi le taux d'aides des Agences de l'eau, bien que connu très tardivement pour certains bassins, a permis aux associations de travailler plus sereinement, bien que de façon limitée dans le temps en 2005.

Dans l'impossibilité de se lancer dans cette vaste aventure nouvelle sans garantie, les associations n'ont pu monter leurs projets que tardivement. Par ailleurs, le manque de concertation en amont entre les Agences de l'eau et les partenaires-relais a été préjudiciable au montage des projets.

42 associations membres ou affiliées à FNE se sont impliquées dans la campagne DCE 2005. Plus de 400 événements ont été organisés, aussi divers que des conférences-débats, des sorties nature ou encore des stands d'information. Plus de 40 000 personnes ont fréquenté les animations organisées par les associations. Environ 54 000 questionnaires ont été distribués par les associations.



(1) Sondage réalisé entre le 27 octobre et le 29 novembre 2004 sur un échantillon d'environ 1000 personnes dans chaque Etat membre de l'Union européenne : 42% des citoyens font davantage confiance aux associations comme source d'information relative à l'environnement, contre 32% pour les scientifiques et 27% pour la télévision.

# Bilan de la Directive Cadre sur l'Eau



Stand DCE - Point Inf'Eau régional tenu par l'URVN  
Crédit photo : URVN

Plusieurs associations qui s'étaient engagées très tôt dans la DCE, ont présenté des projets finalement diminués ou refusés, puisque ne correspondant plus au cahier des charges des Agences. Le temps passé, et avec lui l'argent dépensé, ne sera jamais récupéré ! Et pourtant, beaucoup d'APNE n'ayant reçu aucun financement ont tout de même décidé de réaliser des actions DCE !

## L'expérience 2005 : les questionnaires en question

Les partenaires-relais de la DCE disposaient d'un support principal de consultation du public, qui étaient ces questionnaires établis par les Agences. L'expérience 2005 a révélé qu'ils n'étaient pas parfaits, mais avaient le grand mérite d'exister. Ils permettaient au moins d'aller vers les gens et servaient de support pour diffuser de l'information sur l'eau. Ainsi, dans cette campagne DCE, sensibilisation et consultation du public ont été complémentaires : la DCE sert à parler de l'eau ; la sécheresse estivale sert à parler de la DCE...

Au final, il apparaît que les associations ont donné les moyens aux individus de remplir ces questionnaires **en connaissance de cause, avec une prise de conscience des enjeux**, en les accompagnant dans cette

démarche participative. On remarque donc des retours qualitatifs, qui «compensent» une relative faiblesse quantitative. D'autant que, en plus des questions, chaque document comportait une partie de libre expression, où chacun pouvait livrer ses préoccupations, ses attentes, ses opinions...

En Loire Bretagne, 40% des répondants ont utilisé les champs libres<sup>(2)</sup> : c'est un chiffre à améliorer !

**Les associations de consommation ou d'environnement sont reconnues par les habitants de Loire Bretagne comme partenaires-relais privilégiés à 65%(2).** Leur rôle est ici essentiel puisqu'elles arrivent juste après les mairies. On remarque que les structures de proximité sont valorisées. Dans la même logique, les événements organisés sur des lieux de passage habituels, des lieux de vie des personnes ont été davantage fréquentés. Enfin, les réunions qui se sont appuyées sur des informations ou des enjeux locaux, pour ensuite s'ouvrir à une vue plus globale de l'eau, ont attiré un auditoire plus important.

Les associations ont ainsi testé plusieurs «méthodes d'approche» du public pour distribuer les questionnaires et diffuser de l'information :

- Des conférences-débats, qui touchent un nombre relativement restreint d'individus, un public intéressé mais n'ayant pas nécessairement de notions sur le sujet où l'information est plus complète, plus riche et étayée.

- La tenue de stand d'information : là on s'adresse à un public très large et diversifié, qui n'est pas spécifiquement attiré par l'eau, mais en ne pouvant que lui apporter une information synthétisée et rapide.

- Les sorties nature ou découverte, qui permettent aux animateurs de proposer une «mini-formation» environnementale in situ, concrète ; bien souvent appréciées parce que ludiques, ces sorties permettent d'intéresser le public par le biais de ses loisirs.

D'autres idées ont émergé, comme des scénettes sur l'eau présentées par une troupe de théâtre ; un tour de région avec un véhicule qui apporte les informations au plus près des lieux de vie ; un bar à eau ; des maquettes explicatives du bassin versant... Il n'y a pas de recette miraculeuse, mais tous ces efforts ont porté leurs fruits, à leur échelle. Néanmoins, il est vrai que les associations manquent toujours de force de communication. Et les difficultés rencontrées à attirer un public en nombre aux événements qu'elles ont organisés sont pour elles autant de sources de réflexion concernant l'approfondissement des techniques de sensibilisation du public.



Stand DCE tenu par Nature Environnement 17  
Crédit photo : Mme Laurens - Nature Environnement 17

(2) Chiffre issu du bilan délivré par l'Agence de l'eau Loire Bretagne.

# Bilan de la Directive Cadre sur l'Eau

*Associations cherchent public pour consultation, et plus si intérêt...*

Comment intéresser le grand public à l'eau ? Voilà la question que nous posons tous : associations, établissements publics, pouvoirs politiques... Car si elle est vitale, l'eau n'en est pas moins appréhendée avec distance de la part du grand public. Or cette ressource ne peut (et ne doit) pas être abordée comme un bien de consommation parmi d'autres. L'eau n'est pas un simple produit que l'on stocke, que l'on distribue, que l'on consomme, que l'on gaspille... C'est une ressource vitale pour l'être humain ! Il s'agit d'un élément naturel, que nous prodigue en quantité et en qualité une nature en bonne santé.

Mais la situation est bien plus nuancée aujourd'hui : la qualité des milieux naturels aquatiques est altérée par les activités agricoles, industrielles et urbaines, par les pratiques de chaque usager individuel, par l'artificialisation continue de ces milieux... Ajoutez à cela des épisodes de sécheresse successifs, comme c'est le cas actuellement. Et voici que l'eau est en passe de devenir une vraie question de société : quelle est la qualité des eaux qui nous entourent ? Quelle auto-épuration laissons-nous aux milieux aquatiques ? Comment réaliser des économies d'eau conséquentes pour ne pas entrer en pénurie ? Il n'est pas suffisant de les poser, mais bien d'y trouver des réponses. Pour cela, il faut que le ou les publics - c'est-à-dire vous, moi, lui, elle - se saisissent de ces questions, et fassent entendre leurs avis. Notons que 224 000 français ont répondu aux questionnaires émis dans chaque bassin hydrographique, dans le cadre de la consultation nationale. Si l'on



Ruisseau St Maurice La Souterraine (87)  
Crédit photo : France Nature Environnement

considère qu'environ 60 millions de français boivent de l'eau chaque jour pour vivre, on pourrait s'attendre au moins à ce qu'il y ait plus de 0,4% de la population qui se sente concernée (voir tableau ci-dessous).

## *La soif justifie les moyens*

Pour que l'eau devienne véritablement le sujet de préoccupation qu'elle devrait être pour nos concitoyens, il faut y mettre les moyens suffisants. Car les milieux aquatiques et la politique de l'eau ont cela en commun : ils sont complexes ! **Cela demande «d'investir» du temps, de l'argent, de la réflexion et des ressources humaines en faveur de cette thématique.**

La consultation nationale sur les enjeux de la politique de l'eau en France a mis en exergue un manque cruel de compréhension

des milieux aquatiques, d'un bassin versant, de la relation amont-aval... Qui ne peut être compensé que par un large travail de sensibilisation. Mais cela exige des partenaires-relais efficaces disposant de moyens, notamment financiers. Il faut surtout, en haut de la liste des «il faut», **une prise de décision politique forte**. Ainsi serait adoptée (enfin !) le projet de loi sur l'eau qui est en stand-by depuis 8 ans. Ainsi serait mise en avant la DCE, qui porte une belle ambition : le bon état des eaux pour 2015 ! Ainsi serait mise en place **une stratégie de communication nationale**, régionale et locale qui relayerait la nécessité de s'intéresser d'un peu plus près à l'eau de nos verres, de nos rivières, de nos mers...

En effet, critiquant une campagne médiatique nationale passée totalement inaperçue, le grand public reste très dubitatif quant à la réelle prise en compte de son avis dans les orientations politiques de la gestion de l'eau. De même, les APNE se sont senties peu soutenues (que ce soit au niveau médiatique ou politique). Plus que jamais, une attention particulière doit être portée à l'analyse des contributions citoyennes et les enseignements qui en découlent.

Adour Garonne	Artois Picardie	Loire Bretagne	Rhin Meuse	Rhône Méditerranée et Corse	Seine Normandie	Total
6,8 millions d'habitants	4,7	11,9	4,2	14	17	58,6
25 000 réponses	6 500	21 000	71 400	82 000	16 000	221 900
0,37% de la population	0,14%	0,17%	1,70%	0,59%	0,09%	0,38%

Chiffres transmis par l'Agence de l'eau Loire Bretagne dans son bilan provisoire de janvier 2006

# Bilan de la Directive Cadre sur l'Eau

## Un retour d'expérience réclamé

Pour contribuer à cela, des journées de bilan sont organisées dans chaque bassin hydrographique : elle a eu lieu le 7 février en Loire Bretagne. Rassemblant les partenaires-relais (en majorité associatifs), elle a eu pour but de synthétiser la campagne de consultation de 2005 et d'en comprendre les facteurs de réussite et les obstacles que chacun a pu rencontrer. Riches d'enseignements, ces occasions de replacer les efforts particuliers dans une démarche d'ensemble seront conclues par une journée nationale de restitution d'expériences de la consultation de 2005, le 12 mai 2006 à Paris. Essentielle, cette journée ! Car il est ressorti du 7 février qu'un compte-rendu des actions menées et une prise en compte des avis formulés en 2005 étaient incontournables ! Le public autant que les associations qui se sont impliquées réclament de voir les retours de leurs efforts, du temps consacré, des espoirs nourris... Que la consultation de 2005 ne soit pas une coquille vide, mais qu'elle débouche sur de véritables prises de décision. C'est dans cette optique que le réseau eau de FNE a réalisé un bilan national des actions menées en faveur de la DCE par nos associations fédérées. Nous comptons ainsi nous préparer au mieux aux futures concertations.

## Destination 2007...

La consultation nationale de 2005, qui traitait du bon état des eaux, n'était qu'une des étapes d'une politique plus vaste, plus ambitieuse. Elle n'est donc pas une fin en soi mais seulement le début d'une grande aventure ! En effet, la DCE nous emmène jusqu'en 2015. Il s'agit donc d'inscrire la consultation de 2005 dans cette démarche globale.

La prochaine consultation du public aura lieu en octobre 2007, c'est-à-dire déjà dans un an et demi ! C'est une courte échéance, quand on y pense, pour tirer de la consultation précédente toutes les leçons qu'elle pourra nous apprendre, pour partager nos expériences, pour tisser de nouveaux partenariats tout en renforçant les coopérations qui ont pu émerger...



Journée de formation des bénévoles de Haute Normandie Nature Environnement à Rouen (76)  
Crédit photo : France Nature Environnement

Alors que les travaux de révision des Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux (SDAGE) sont en cours en 2006 et que la deuxième consultation nationale en 2007 est à préparer, il est impératif de parfaire l'organisation !

Le maître mot est l'ANTICIPATION ! Si cette consultation qui vient de s'achever ne doit nous enseigner qu'une chose, c'est bien de gérer la prochaine consultation publique de 2007 très en amont. Car il ne suffira pas de dire « on y était » ; il s'agira de pouvoir dire « on était prêt » ! Et pour cela, les projets doivent être conçus dès à présent, afin de négocier leur soutien financier auprès des partenaires, dans les délais d'établissement des budgets.

Il est nécessaire de se garantir les moyens d'action suffisants pour être présents par la suite.

Sur le fond, la consultation de 2007 portera sur les projets de SDAGE et de leur programme de mesure. Nous rentrerons alors dans le détail des textes relatifs à l'eau, et dans la complexité de la politique de l'eau. Par conséquent, les structures-relais que sont les associations doivent aujourd'hui s'approprier les SDAGE, et pour ce faire préparer les outils dont elles auront besoin dans quelques mois.

A titre d'exemple : explication de la politique de l'eau, synthèse (et vulgarisation) des SDAGE, plaquette d'information sur la DCE et son processus, affiches, thèmes de débats avec argumentaires...

Pour ce qui est de l'encadrement, la présence des animateurs s'avère essentielle pour accompagner le public. Il est donc impératif de former les bénévoles et les salariés associatifs, d'augmenter leurs compétences, afin qu'ils deviennent des relais efficaces. Ensuite, les réseaux doivent se coordonner entre eux, renforcer leurs précédentes collaborations, élargir leurs partenariats, intensifier leurs interconnexions. Alors, dans la diversité des relais, nous serons plus à même de toucher la diversité des publics-cibles.

Prochain rendez-vous avec le public à l'automne 2007. Cependant, les élections présidentielles qui se seront déroulées au mois de mai auront capté les ondes médiatiques. Dommage, mais il faudra faire avec. A moins que les deux ne se croisent... « Vous êtes candidat à la présidence de la République française... Que comptez vous faire pour garantir le bon état des eaux ? » !

*Elise Delanssais et Romain Suaudeau  
Chargés de mission au réseau eau de FNE*

# L'eau et l'air, témoins de la pesticide-mania française

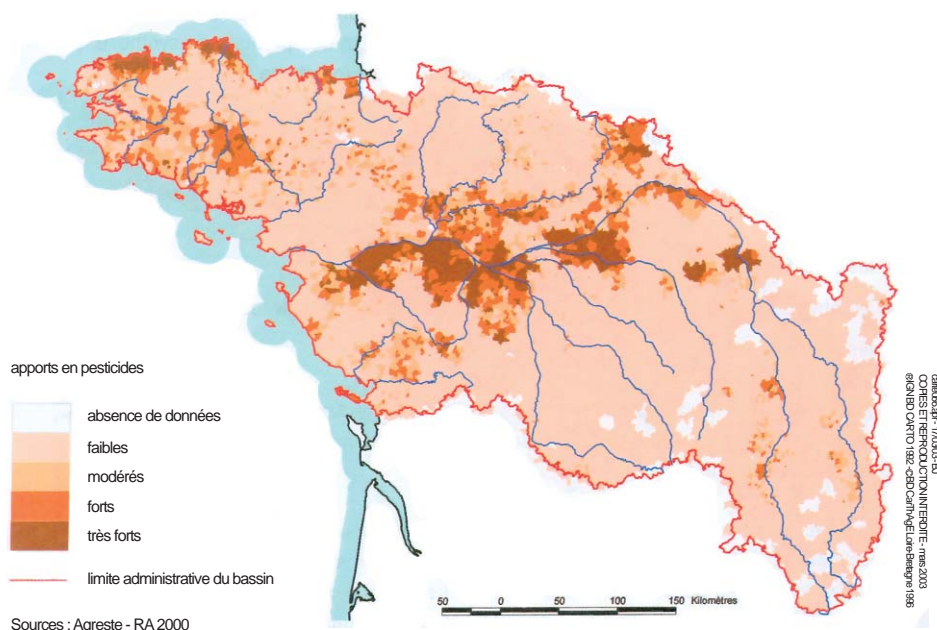
La scène se passe à l'automne 1976 dans un laboratoire de recherche en chimie organique. Deux jeunes chercheurs s'activent autour d'une paillasse, passant des colonnes à distiller au spectromètre infrarouge<sup>(1)</sup> pour aboutir au tableau noir, où le débat prend toujours une tournure passionnée.

Pour nos deux chercheurs en herbe, le rêve de connaissance alimente la passion, surtout qu'ils pensent tenir au bout de leur craie la réaction chimique inédite qui, publiée dans une revue scientifique de prestige comme «Tetrahedron Letters», pourrait concourir à leur renommée. Entre ambition, surexcitation et abattement, vogue la recherche. Soudain, devant les cycles chimiques tracés sur le tableau, un éclair de lucidité leur fait entrevoir qu'ils synthétisent des molécules pouvant s'apparenter à de la dioxine, rendue célèbre par la catastrophe de Seveso<sup>(2)</sup> qui s'est produite quelques mois auparavant, en juillet.

Comme ils expérimentent depuis plus d'une semaine sans précautions particulières, c'est la panique à bord, et dans l'évier valsent les fonds d'éprouvettes et de béchers, le tout aboutissant, par l'intermédiaire du «tout à l'égout», à la station d'épuration d'eaux usées de la ville. Elle n'était pas faite pour traiter des produits chimiques, mais elle en avait vu bien d'autres. D'ailleurs n'avait-on pas trouvé dans son digesteur de boues, des quantités anormales de mercure, et dans la rivière où aboutissaient ses rejets, des concentrations de ce métal liquide trente fois supérieures à celle des terrains environnants ?

La morale que l'on peut tirer de cette histoire est qu'à cette époque, la science triomphante n'incitait guère à la prudence. Trente ans après ces pratiques irresponsables, les choses ont bien changé. Le principe de précaution est rentré dans la constitution malgré les combats d'arrière-garde de quelques scientifiques et industriels, nostalgiques du bon vieux temps où l'on pouvait empoisonner le monde comme à Bhopal<sup>(3)</sup>. Aujourd'hui les centres de recherche, publics ou privés, ainsi que les

ESTIMATION DES APPORTS EN PESTICIDES D'ORIGINE AGRICOLE - TOUTES CULTURES - FIG.IV/7



Carte issue de l'état des lieux du bassin Loire-Bretagne de 2004

usines, protègent leurs personnels, traitent ou récupèrent leurs effluents chimiques. Les rejets ponctuels vers le milieu naturel se réduisent, les entreprises chimiques sont «clean», la situation pourrait donc être idyllique !

Idyllique en apparence, car parallèlement à ces efforts qui sauvent la bonne conscience des industriels et des chimistes, se diffuse par de multiples voies toute une cohorte de molécules de plus en plus étrangères au monde du vivant, et qui contaminent la planète entière. L'une des sources de diffusion des produits chimiques est l'agriculture qui arrose volontairement, et non accidentellement, environ 60% du territoire national. On y trouve les engrais de synthèse à base d'azote et de phosphore,

et surtout les pesticides, herbicides et fongicides. Tous ces produits sont utilisés à profusion pour obtenir les rendements les plus élevés, sans considération pour le milieu environnant et sans prendre en compte l'avenir de la santé des sols et des personnes.

Ces excès sont rendus possibles par les 10 ou 11 milliards d'euros d'aides publiques directes et indirectes injectées annuellement dans l'agriculture. En fait cet argent public, réparti très inégalement entre les agriculteurs, irrigue tout un secteur agro-industriel et alimentaire, qui va du machinisme à la production agricole, et de la distribution des produits alimentaires jusqu'à la chimie industrielle, ce qui n'encourage pas les économies de flux.

(1) Spectromètre infrarouge : appareil enregistrant et mesurant les spectres élément par élément à l'aide d'un détecteur photoélectrique et d'un système de mesure (Larousse 2002). (2) Seveso : ville située en Lombardie, dans le nord de l'Italie. Le 10 juillet 1976, un réacteur chimique produisant des herbicides - le 2,4,5-trichlorophénol - explose, plusieurs kg de dioxine sont libérés dans l'environnement entraînant la panique des habitants. Il en résultera deux directives européennes concernant la prévention des risques liés aux accidents majeurs impliquant des substances dangereuses, dites «SEVESO» 1 et 2. (3) Bhopal : ville située en Inde. Dans la nuit du 2 au 3 décembre 1984, s'échappe de l'usine Union Carbide, qui produit des pesticides, un nuage de 42 tonnes d'isocyanate de méthyle (à base de phosgène, le gaz moutarde de la guerre de 14-18) et se répand sur la ville. Plusieurs milliers de personnes meurent. On recensera ensuite 300 000 malades, dont beaucoup resteront handicapés.

# L'eau et l'air, témoins de la pesticide-mania française

La contamination par les phytosanitaires apparaît d'autant plus marquée que notre pays est le premier consommateur européen avec environ 80 000 tonnes<sup>(4)</sup> de matière active épanchée par an en pulvérisations, y compris à l'aide d'hélicoptères, pour un chiffre d'affaires d'environ 1,8 milliard d'euros par an.

Aux dernières nouvelles, nous sommes aussi le troisième utilisateur mondial, et nous n'en restons pas là. Sortant des cornues, les nouvelles molécules sont tellement efficaces qu'elles sont utilisées à très faibles doses, ainsi leurs concentrations sont si faibles qu'elles en deviennent quasiment indétectables dans l'eau des rivières et des nappes. En conséquence, la réduction des quantités annuelles utilisées n'est pas synonyme de réduction de la toxicité générale épanchée.

En plus, tout un chacun use et abuse de toute une panoplie de molécules ; c'est bon pour le commerce certes mais néfaste pour la santé. Les jardinerie, hauts lieux de la banalisation chimique, incitent à la pelouse propre. La chasse aux mauvaises herbes est lancée, tout le monde s'y met ! Les particuliers traitent jardins, terrasses, toitures... La SNCF traite tellement ses voies que seules les dégoulinades des toilettes de ses trains les agrémentent, quant aux services techniques des villes, ils traitent à tour de bras trottoirs, parkings... Et que tout soit net, le peuple le demande, les industriels de la chimie aussi !

Les utilisations non agricoles des biocides représentent environ 10% des quantités utilisées. Dans les eaux pluviales urbaines, ces molécules sont plus faciles à repérer, ce qui entraîne un mouvement encore timide vers des opérations «0 pesticide dans ma ville», à forte valeur exemplaire, mais pas toujours convaincantes.

Toutes ces molécules agissent directement sur les sols, contaminent les aliments, affectent la biodiversité et la santé de l'homme.

Elles agissent aussi indirectement sur notre environnement à partir des vecteurs de diffusion que sont l'air et l'eau.

*Ces pesticides qui embaument l'air que l'on respire...*

Les phytosanitaires se retrouvent dans l'air à la suite de leur application sur les cultures, sur les arbres fruitiers, sur les sols cultivés ou non, ou sur les surfaces imperméabilisées. Les principales techniques d'épandage sont la pulvérisation et l'arrosage.

Prenons l'exemple de la méthode par pulvérisation. Etant très mobiles dans l'air, une partie seulement des gouttelettes projetées atteindra la plante à traiter ; le reste retombera sur le sol ou partira dans l'atmosphère. D'autre part, sous l'action du vent, ces aérosols pourront «dériver» très loin de la zone d'application. Ces dérives sont estimées de 1 à 30% selon les conditions du traitement. Les épandages par voie aérienne, qui demeurent rares en France, n'atteignent leur cible qu'à 50%. Ces phénomènes interviennent lors de l'épandage.

Les concentrations que l'on va retrouver ensuite dans l'atmosphère dépendront alors étroitement du mode d'épandage choisi (pulvérisation aérienne, projection des produits vers le sol au moyen d'une rampe...) et des conditions d'épandage (matériel, taille des gouttelettes répandues, météo...). Le résultat sera une contamination générale de l'atmosphère qui sera d'autant plus élevée que l'on sera proche des zones de traitement.

Mais des pesticides vont se retrouver dans l'air du fait de la «volatilisation», qui peut se produire juste quelques heures après l'épandage. Il s'agit d'une quantité de ces substances qui ne sera pas absorbée par la terre et les plantes. Elle va dépendre essentiellement du profil du sol et variera en fonction du recouvrement végétal, de la nature pédologique (caractéristiques physiques et culturelles dominantes du sol) du terrain, de l'humidité...

Néanmoins, les produits utilisés (quantités, concentrations en matières actives, propriétés) vont jouer largement sur le fait que l'on détecte ou non cette molécule dans l'air.



Pulvérisation de pesticides sur un champ de pommiers  
Crédit photo : France Nature Environnement

<sup>(4)</sup> Source UIPP : Union des Industriels pour la Protection des Plantes. A noter qu'il n'existe pas de chiffres officiels en provenance d'une autorité indépendante. Ce sont les chiffres fournis par ce syndicat d'industriels, tout à la fois juge et partie et grand pourvoyeur de publicité dans les différents médias.

# L'eau et l'air, témoins de la pesticide-mania française

D'autres mécanismes contribuent encore à la dispersion des phytosanitaires dans l'atmosphère : évapotranspiration, passage des produits de l'état solide à l'état vapeur...

Au final, et quel que soit leur mode de diffusion, ces substances, après leur voyage dans l'air, vont être captées par la vapeur d'eau pour inévitablement retomber avec les pluies à des concentrations courantes de 1µg/litre. Ensuite l'eau de pluie ira ruisseler sur les sols, alimenter les rivières et les nappes souterraines, contribuant ainsi à la dispersion de toutes ces molécules.

L'utilisation des pesticides n'est jamais anodine... Comme le montrent les études réalisées par Lig'Air<sup>(5)</sup>, les pesticides ne se retrouvent pas uniquement sur un site donné au moment de leur utilisation : les villes ne sont pas épargnées par les pesticides d'origine agricole. On retrouve ces produits en tous les points de la planète, y compris dans la neige des sommets des montagnes, lieux où ils ne sont pas utilisés.

Lig'Air a mené en 2002 des campagnes de mesures sur les pesticides en sites urbains, péri-urbains et ruraux, à différentes périodes de l'année, et sur différentes cultures (arboriculture, viticulture, grandes cultures). Ont été recherchés 27 pesticides et 2 métabolites. On a retrouvé la présence de 22 pesticides dans l'air ambiant, dont la concentration variait de 0,06 ng/m<sup>3</sup>, qui est la limite de détection, à 23 ng/m<sup>3</sup>.

Les concentrations les plus élevées sont enregistrées pour le fenpropimorphe en milieu rural (23,46 ng/m<sup>3</sup>), pour l'alachlore en secteur péri-urbain (17,83 ng/m<sup>3</sup>) et pour la trifluraline à Bourges (11,44 ng/m<sup>3</sup>)<sup>(7)</sup>.

La trifluraline et le lindane ont été les composés les plus souvent détectés sur les prélèvements, leurs fréquences de détection atteignant respectivement 100 % et 93 %.

En 2005, les campagnes de mesure ont porté sur 45 molécules.

## Lig'Air : une expérience novatrice en région Centre

Lig'Air est une association qui anime, depuis 1996, un réseau de surveillance de la qualité de l'air en région Centre, et rend publiques les mesures recueillies. Elle offre aujourd'hui à la région Centre, chaque jour et en chaque point de mesure, un état des lieux de la qualité de l'air. Mais encore récemment, l'état des connaissances de la diffusion dans l'air des pesticides à usage agricole était peu connu. Cette question avait été soulevée il y a 4 ans par les associations environnementales tourangelles, parmi lesquelles la SEPANT<sup>(6)</sup>, membre du Conseil d'Administration de Lig'Air. Il s'en est suivi un accord sur un protocole, visant à faire des essais permettant de connaître l'état de contamination de l'atmosphère face à cette pollution chronique.

Ces premiers résultats ont conduit Lig'Air à entreprendre en routine la mesure de certaines molécules sur des sites différents (ruraux, urbains, agricoles), l'objectif étant d'obtenir une base de données, et plus particulièrement de suivre l'évolution de cette pollution dans le temps (saison, année).

Il est à noter que, depuis peu, d'autres réseaux de mesures en France ont repris à la fois les objectifs et le protocole établis par Lig'Air. Nous allons ainsi vers un état des lieux général de ce type de pollution atmosphérique.

Il faudrait donc que les Ministères directement concernés par cette expérience, unique en France, s'engagent fortement, tant financièrement que sur les objectifs de connaissance. On pense évidemment au «Ministère de la diffusion des pesticides dans l'environnement» et aussi à Bruxelles pour renforcer et généraliser cette démarche ?

Pour Nature Centre qui fédère la SEPANT, une première étape a été franchie : le débat sur les pesticides dans l'air devient public (certains journaux ayant repris les résultats de Lig'Air), les premiers résultats sont fort

significatifs et exigent, à la fois, une prise de conscience collective de ce phénomène et des engagements de restauration.

La deuxième étape qui s'impose aujourd'hui, vise maintenant :

- Une généralisation à toute la France de cette expérience régionale avec des engagements précis de l'Etat quant à la poursuite de ces travaux de recherche et leur évolution.

- Des recherches épidémiologiques à entreprendre pour connaître les impacts sanitaires de ces molécules en faible concentration dans l'atmosphère, mais dont certains effets sont déjà connus. L'Etat doit demander à ses différents instituts de recherches d'investiguer ce champ nouveau. Les Plans Régionaux de Santé et d'Environnement, adoptés à l'automne 2005, pourraient être ce support.

## Vous les prenez bien en cocktail vos pesticides ?

Pour l'eau, des éléments d'information sont apportés par «les états des lieux», réalisés en 2004 dans les sept bassins hydrographiques français, pour répondre aux exigences de la Directive Cadre sur l'Eau, qui fixe aux pays d'Europe un objectif d'atteinte du bon état des eaux pour 2015. Même si ces «états des lieux» sont très imparfaits et devront être complétés, ils montrent déjà que les grandes causes de la dégradation de la qualité de l'eau, et les obstacles majeurs à l'atteinte du bon état en 2015, sont d'une part la pollution diffuse par les nitrates et les pesticides<sup>(8)</sup>, et d'autre part les modifications physiques des cours d'eau ou transformations morphologiques.

Au-delà des impacts sur le milieu que peuvent avoir les transformations morphologiques des cours d'eau (seuils, barrages, rectification du lit, suppression des méandres, assèchement des zones humides...), il faut prendre la mesure de

(5) Lig'Air est une association régionale du type loi de 1901 créée le 27 Novembre 1996 pour assurer la surveillance de la qualité de l'air en région Centre, l'information et la diffusion de ses résultats. <http://www.ligair.fr/default.aspx>

(6) SEPANT : Société d'Etude de Protection et d'Aménagement de la Nature en Touraine.

(7) «Etude de la contamination de l'air par les produits phytosanitaires en région Centre», GREPPES, octobre 2003.

(8) Etat des lieux Loire Bretagne de 2004 : carte des apports en pesticides d'origine agricole.

# L'eau et l'air, témoins de la pesticide-mania française

l'effet négatif sur les rivières de la transformation **morphologique de leurs bassins versants** d'alimentation en eau.

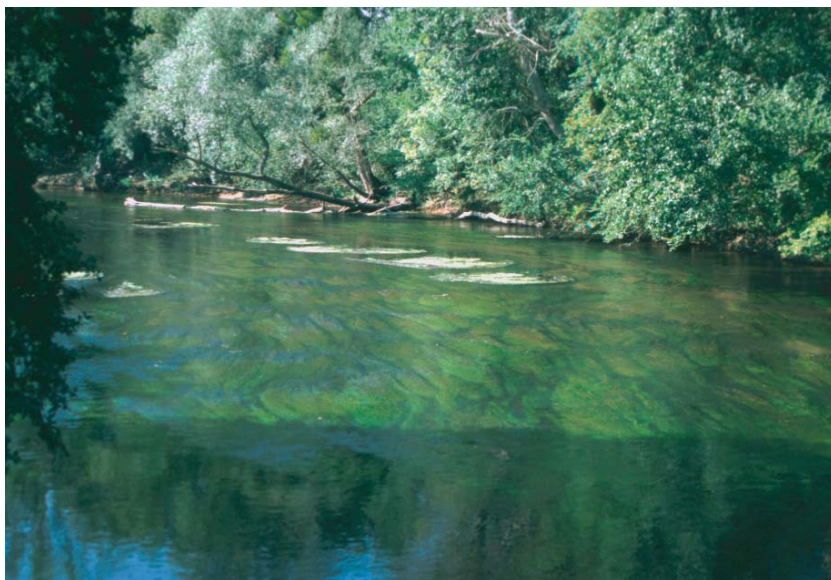
En supprimant les obstacles, notamment les haies et les talus, on favorise l'évacuation rapide des eaux de pluie mais aussi l'érosion des sols. Au cours des forts épisodes pluvieux, d'importantes quantités de matière solide sont arrachées des terres nues cultivées et finissent par s'accumuler dans les rivières.

Plus grave encore, ces éléments fins arrachés aux terres cultivées transportent vers les cours d'eau une partie des produits chimiques épanchés sur les sols : le phosphore, mais aussi les produits phytosanitaires et leurs produits de décomposition auxquels il faut ajouter les formes chimiques solubles comme les nitrates.

Ces matières souvent très fines, colmatent les fonds, étouffent toute forme de vie, suppriment les lieux de reproduction de la faune aquatique, pour enfin être capturées par les retenues créées par les seuils et les barrages qui deviennent alors de véritables nids de poisons chimiques.

Ces transformations physiques, conjuguées à l'action d'un cocktail de molécules nouvelles, concourent à éliminer des fleuves et des rivières les diverses formes de vie, des plus fragiles aux plus répandues. Pour ceux qui vivent dedans, l'eau devient très inhospitalière, et pour ceux qui n'y vivent pas mais qui en consomment, c'est un produit qui reste difficile à digérer et qui requiert une haute et coûteuse technologie pour sa potabilisation !

En parodiant le grand chimiste Lavoisier, qui déclarait en 1760 «que l'estuaire est l'exutoire naturel de toutes les rinçures du grand laboratoire de la nature», on pourrait dire qu'aujourd'hui les estuaires sont devenus d'immenses éprouvettes qu'aucun chimiste ne contrôle, et dont les rinçures diaboliques finissent toujours dans la mer. Sacrée performance pour nos sociétés



Développement de renoncules aquatiques dans la rivière du Loiret (45)  
Crédit photo : Agence de l'eau Loire-Bretagne - Mai 2001

«chimiquières», il leur a fallu une bonne dose de persévérance et des pratiques commerciales vigoureuses pour réussir à faire diffuser dans notre environnement autant de produits chimiques. Evidemment, à 160 millions d'euros le coût d'élaboration d'une nouvelle molécule, la pression pour une mise sur le marché devient considérable, la loi du business finissant par s'imposer, ce que traduisent les négociations sur REACH - Registration, Evaluation and Authorization of Chemicals<sup>(9)</sup>.

Mais ces informations sont de plus en plus connues du public et l'on comprend pourquoi la chimie, considérée positivement à ses origines, devient suspecte aux yeux de nos concitoyens, et que des chimistes ont le blues.

A Toulouse, devant les critiques, certains chimistes menacent de faire la grève de la molécule, sans trop y croire il est vrai ; quant à Yves Chauvin, dernier Prix Nobel français de chimie en 2005, il reste préoccupé par les questions environnementales et ses propos désabusés laissent transparaître un profond scepticisme.

Mais tout n'est pas perdu, avec l'avènement de la «chimie verte»<sup>(10)</sup>, il nous reste l'espoir d'un monde chimique nouveau ! Encore faudrait-il que la démarche dépasse les effets de communication, et que la dite «chimie verte», expression qui fleurit bon la campagne, ne soit pas à l'image de «l'agriculture raisonnée», cette démarche anesthésiante lancée par «l'Union des Industriels pour la Protection des Plantes», et qui consiste à faire maintenant ce que l'on a fait pendant cinquante ans !

*Michel Durand  
Président de la SEPANT  
Membre du bureau de Nature Centre  
Membre du CA de Lig'Air*

*Bernard Rousseau  
Pilote du réseau eau  
Ancien Président de  
France Nature Environnement*

Pour en savoir plus sur l'air :

SEPANT

Société pour l'Étude, la Protection et  
l'Aménagement de la Nature en Touraine  
7 Rue Charles Garnier  
37200 TOURS

☎ 02 47 27 23 23

✉ [separt@wanadoo.fr](mailto:separt@wanadoo.fr)

<sup>(9)</sup> Reach : Enregistrement, évaluation et autorisation des produits chimiques. L'objectif de REACH est d'instaurer un système d'enregistrement d'environ 30 000 substances produites ou importées en Europe à plus d'une tonne par an, d'ici à 11 ans, dans le but de les contrôler et de les limiter, mais les industriels résistent.

<sup>(10)</sup> La chimie passe au vert : le journal du CNRS N°193 février 2006.

## Un projet impossible pour la Bassée

### Les malheurs de la Bassée

La Bassée est un tronçon inondable de la vallée de la Seine à l'amont de Montereau, de 20 kilomètres de long et composé de 16000 hectares de plaine alluviale. Elle a longtemps joué un rôle important dans l'expansion des crues et la régulation des étiages. C'est un gîte aquifère de première importance et une région d'une grande originalité floristique et faunistique.

Au XIX<sup>ème</sup> siècle, c'était une vaste prairie dont le foin alimentait la cavalerie parisienne. Elle était régulièrement inondée et formait une magnifique frayère à brochets. A partir de 1960, la situation change : la moitié de la Bassée est exploitée en gravières dont le réaménagement laisse à désirer. De plus, la mise au grand gabarit de la Seine pour la navigation a supprimé les relations entre le fleuve et la zone humide. Résultat : le rôle d'écrêteur de crue de la Bassée a été neutralisé. Hormis moins de 9% de la superficie de la Bassée francilienne qui a été classée en réserve naturelle nationale en 2002, les projets de préservation (réserve naturelle régionale, convention Ramsar...) n'aboutissent pas. On a laissé se dégrader la plus importante et la plus riche zone humide d'Ile de France.

### Les risques d'inondations en Ile de France

Tout le monde a en tête les images de Paris inondé par la crue de 1910, dite centenaire. Or nous sommes en 2006 : et si elle revenait ? Sont concernés 900 000 franciliens, 170 000 entreprises, de nombreux centres de décision... Cela représenterait environ 4 milliards d'euros de dommages, d'où la nécessité d'une politique de prévention.

Politique qui a été mal appliquée : les services de l'Etat et les municipalités ont continué à construire dans des zones inondables, à bétonner ou remonter les berges de la Seine ou de la Marne, à artificialiser les rivières. Bref, l'inondation type 1910 peut non seulement revenir, mais elle serait beaucoup plus grave. La région s'est dotée de PPRI (Plan de Prévention des Risques d'Inondations) mais ceux-ci sont ou trop peu nombreux ou trop laxistes.



L'étude globale pour l'aménagement de la Bassée

Crédit photo : Institution Interdépartementale des Barrages Réservoirs du Bassin de la Seine

Les 4 Grands lacs réservoirs de la Seine, qui devaient avoir un rôle à la fois de soutien d'étiage mais aussi d'écrêtement des crues, ne sont pas suffisants : ils ne contrôlent que 17 % du bassin versant de l'amont. Alors que faire ?

### C'est la faute de l'Yonne

Les grandes inondations (1910, 1924, 1955, 1982) proviennent de la conjonction des crues de la Seine et de son affluent, l'Yonne, d'où l'idée que certains trouvent quasiment géniale de déconnecter les deux flux, de les décaler dans le temps. On retient l'eau de la Seine en la pompant dans des bassins de stockage, ou « casiers » délimités par des talus-digues, de la Bassée, entre Bray et Montereau.

C'est un projet quasi pharaonique : 2 300 hectares environ, 50km de digues, aménagement des bassins, stockage de 55 millions de m<sup>3</sup> d'eau, système d'écoulement... Au bas mot, cela représente aujourd'hui 4,38 milliards d'euros. Les premières estimations étaient de 1,5 milliards. Le but étant de diminuer la crue au pont d'Austerlitz de 10 à 20 cm !

Le flot de l'Yonne passé, on re-pompe dans l'autre sens pour rendre l'eau à la Seine (vous vous rappelez des Shaddocks ?)

C'est - paraît-il - faisable du point de vue hydraulique, l'ouvrage ne serait utilisé en moyenne que tous les 5 ou 6 ans pendant à peu près 2 semaines ! Comme souvent, on nous parle de développement durable, du développement du tourisme, de la pêche...

Il ne s'agit donc pas de réhabilitation de la zone humide. A moins d'y joindre un autre projet de gestion de la zone humide avec une inondation « écologique » annuelle pour faire revivre les noues (avec l'eau de la Seine bien boueuse !).

Mais pour que le système de stockage soit efficace, il faut un délai de mise en œuvre de quatre jours. Or, Le service de navigation de la Seine semble douter de pouvoir annoncer la crue de l'Yonne dans un délai de plus de 2 jours.

Ajoutons, en conclusion, que l'Association Seine-et-Marnaise pour la Sauvegarde de la Nature (ASMSN, association départementale adhérente à FNE) est opposée à ce projet qui a été examiné à la Commission des Milieux Naturels Aquatiques (COMINA) Seine Normandie où les réactions ont dans l'ensemble été défavorables. C'est dans ce contexte que le projet a pour ambition d'être inscrit au Schéma Directeur d'Ile de France, et au Schéma Directeur d'Aménagement et de Gestion des Eaux.

Liliane Elsen

Membre du directoire du réseau eau

Membre d'Ile-de-France Environnement

Membre du Comité de Bassin de Seine-Normandie

Pour en savoir plus :

ASMSN

Association Seine-et-Marnaise pour la Sauvegarde de la Nature

6 rue Plâtrière - 77 000 Melun

☎ 01 64 71 03 78

✉ environnement77@asmsn.org